

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2017/12973]

## 3 AOUT 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée;

Vu le décret du 15 décembre 2011, portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes modifié par les décrets du 23 décembre 2013, du 17 décembre 2015, du 21 décembre 2016 et du 16 février 2017;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, tel que modifié;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 août 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 août 2017;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des Cabinets ministériels du Gouvernement wallon;

Sur la proposition du Ministre-Président,

Arrête :

*Section 1<sup>re</sup>. — Attributions*

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. Les attributions des Cabinets des Ministres sont fixées comme suit : les affaires susceptibles d'influencer la politique générale du Gouvernement ou les travaux parlementaires, les recherches et les études propres à faciliter le travail personnel des Ministres, la présentation des dossiers de l'administration, éventuellement le secrétariat du Ministre, la réception et l'ouverture de son courrier personnel, sa correspondance particulière, les demandes d'audience, la revue de presse.

§ 2. Il y aura concertation continue entre le Cabinet ministériel et les responsables de l'administration, des para-régionaux et autres organismes publics concernant la préparation et l'exécution de la politique à mener.

§ 3. Une circulaire du Gouvernement wallon détermine et harmonise les procédures à appliquer, notamment en matière de gestion et de fonctionnement des Cabinets ministériels.

§ 4. Un règlement d'ordre intérieur applicable à tous les collaborateurs du Cabinet ministériel modalise les règles de fonctionnement.

*Section 2. — Synergies avec le Gouvernement de la Communauté française*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. En vue d'une gestion optimale des ressources humaines mises à leur disposition, les Ministres siégeant simultanément au sein des Gouvernements wallon et de la Communauté française, définissent l'organisation et le lieu de travail des membres du personnel de leurs Cabinets.

§ 2. Dans une perspective de réductions des coûts de fonctionnement et d'économies d'échelles, ils déterminent également les conditions d'utilisation et de répartition des moyens logistiques dont ils disposent.

§ 3. La charge budgétaire des moyens logistiques liée à l'exercice de la fonction d'un membre du personnel est imputée sur les crédits de subsistance du Cabinet qui prend en charge sa rémunération.

*Section 3. — Plafond global des moyens de subsistance et composition*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Le plafond global des moyens de subsistance afférents aux rémunérations du personnel et autres frais liés au fonctionnement et aux investissements du Cabinet et du Secrétariat du Gouvernement visé à l'article 6, est fixé à 58.140€ an (indice 1,6734) par ETP.

Pour un Ministre, l'effectif multiplicateur de référence est de 41 ETP, pour un Vice-Président de 55 ETP et pour le Ministre-Président de 68 ETP.

Pour le Secrétariat du Gouvernement, visé à l'article 6, l'effectif multiplicateur de référence est de 11 ETP.

§ 2. Parmi les membres du personnel, le Cabinet d'un Ministre peut comporter :

- des membres de niveau 1;
- des collaborateurs.

Parmi les membres de niveau 1, le Cabinet d'un Ministre peut comporter un Chef de Cabinet et les Cabinets des Vice-Présidents et du Ministre-Président, deux chefs de Cabinet.

Les fonctions de Chef de Cabinet adjoint, Secrétaire de Cabinet, conseiller et attaché sont exercées par les membres de niveau 1.

Les fonctions de secrétaire particulier sont exercées par les collaborateurs ou les membres de niveau 1.

Le Cabinet d'un Ministre peut comporter au maximum 5 chauffeurs et les Cabinets des Vice-Présidents et du Ministre-Président peuvent comporter au maximum 6 chauffeurs.

Aucun des membres du personnel ne peut être parent ou allié du Ministre, jusqu'au 2<sup>e</sup> degré inclus.

§ 3. Chaque Ministre peut transférer un ou plusieurs ETP de son Cabinet et les moyens budgétaires y afférents vers un autre Cabinet ministériel. Copie de l'arrêté de transfert est communiquée au Ministre-Président et au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets (SePAC) visé à l'article 7 du présent arrêté.

§ 4. Les dirigeants d'organismes publics détachés dans un Cabinet ministériel ne prestent plus dans leur organisme d'origine, même à temps partiel.

**Art. 4.** Dans les limites des crédits budgétaires de chaque Cabinet, il peut y avoir :

1° des experts rémunérés, à concurrence d'un maximum d'1 équivalent temps plein/an, réparti sur un ou plusieurs experts. Ce nombre est porté à 1,5 équivalent temps plein/an pour les Cabinets des Vice-Présidents et à 2 équivalents temps plein/an, pour le Cabinet du Ministre-Président;

2° des techniciens de surface, à raison d'1 agent pour 10 locaux, lorsque l'entretien des locaux du Cabinet, en tout ou en partie, n'est pas confié à une firme privée;

3° des étudiants, à raison de maximum 1 équivalent temps plein/an, en fonction de la réglementation applicable.

La rémunération des étudiants est fixée :

- à 13.257,38 € pour les titulaires du certificat d'enseignement secondaire inférieur ou d'un diplôme assimilé, lors de leur entrée en fonction;

- à 13.668,39 € pour les titulaires du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un diplôme assimilé, lors de leur entrée en fonction.

Le nombre d'étudiants pouvant bénéficier du montant de rémunération de 13.668,39 € est limité à 50 % maximum du nombre total des étudiants pouvant être recrutés.

**Art. 5.** En cas d'absence pour raison médicale de plus de trente jours d'un membre du personnel du Cabinet, le Ministre concerné peut pourvoir à son remplacement pour la durée de son absence.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le secrétaire du Gouvernement est nommé par le Gouvernement avec rang de Chef de Cabinet dans l'hypothèse où la fonction n'est pas exercée par un des chefs de Cabinets du Ministre-Président.

§ 2. Il est assisté dans ses missions de 11 membres du personnel désignés par le Ministre-Président, dont :

- 5 membres de niveau 1;

- 6 collaborateurs.

§ 3. Un protocole d'accord définit la centralisation des activités et les synergies en termes de fonctionnement et d'organisation avec le service du secrétaire du Gouvernement de la Communauté française.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Les missions communes à tous les secrétariats de Cabinet du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française sont mutualisées et confiées à une cellule spécifique commune aux deux niveaux de pouvoir dénommée « Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets » (SePAC).

Ces missions sont spécifiées dans la circulaire visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3.

Etablie à Namur, elle fonctionne de manière autonome des Cabinets ministériels et est placée sous l'autorité fonctionnelle du Ministre-Président du Gouvernement wallon.

§ 2. Le SePAC est composé de 19 membres du personnel dont 13 membres en Région wallonne et 6 membres en Communauté française.

§ 3. 1. Les membres du SePAC en Région wallonne sont nommés par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon et répartis comme suit :

- 1 directeur;

- 4 membres de niveau 1;

- 8 collaborateurs.

§ 3. 2. Les membres du SePAC en Communauté française sont nommés par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française et répartis comme suit :

- 3 membres de niveau 1;

- 3 collaborateurs;

§ 4. Dans les limites des crédits budgétaires alloués au SePAC, le Ministre-Président du Gouvernement wallon et le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française peuvent désigner, en dehors du cadre autorisé, un maximum de 0,5 équivalent temps plein/an chacun pour ce qui le concerne, répartis sur un ou plusieurs experts pour des missions ponctuelles ou spécifiques.

Des receveurs-trésoriers sont désignés parmi le personnel visé au présent article. Les allocations et indemnités dont ils bénéficient sont identiques à celles allouées aux membres du personnel des Cabinets exerçant des fonctions analogues.

§ 5. Un protocole d'accord définit la centralisation des activités et les synergies en termes de fonctionnement et d'organisation de la cellule spécifique commune dénommée « Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets » (SePAC).

**Art. 8.** Il ne peut être dérogé aux articles 3,4, 6, 7 et 23 sauf accord du Gouvernement.

#### Section 4. — Nominations et fonctionnement

**Art. 9.** Le Chef de Cabinet est nommé et démissionné par le Gouvernement. Les autres membres du personnel du Cabinet sont nommés et démissionnés par le Ministre concerné.

Le Chef de Cabinet peut être autorisé, par arrêté du Gouvernement, à porter le titre honorifique de ses fonctions à condition de les avoir exercées durant deux années au moins.

Pour le calcul de ces deux années, le Gouvernement peut tenir compte de la durée des prestations que le Chef de Cabinet a effectuées auprès d'un Gouvernement d'un autre niveau de pouvoir à la condition qu'il n'y ait pas de rupture de continuité.

**Art. 10.** Les instructions, ordres de services et dossiers concernant les Services du Gouvernement, qui relèvent des attributions du Ministre, sont communiqués par le Chef de Cabinet.

A l'exception du Secrétaire de Cabinet ou de l'ordonnateur délégué pour l'exercice de leurs compétences fonctionnelles, les membres du personnel du Cabinet ne peuvent traiter avec les Services du Gouvernement que par l'intermédiaire du Chef de Cabinet ou avec son autorisation.

## Section 5. — Allocations et indemnités

**Art. 11.** Il est alloué aux membres du personnel des Cabinets qui ne font pas partie du personnel des Services du Gouvernement, ou plus généralement de tout service public, une allocation annuelle de Cabinet tenant lieu de traitement.

L'allocation annuelle de Cabinet tenant lieu de traitement est fixée :

- pour les chefs de Cabinet, à un montant compris entre 46.910,59 € et 66.115,99 €;
- pour les membres de niveau 1, à un montant compris entre 21.112,38 € et 56.517,16 €;
- pour les collaborateurs à un montant compris entre 13.257,38 € et 39.981,53 €;
- pour les experts, à un montant compris entre 13.257,38 € et 66.115,99 €;
- pour les techniciens de surface, à un montant compris entre 13.257,38 € et 20.235,54 €.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Il est accordé aux membres du personnel de l'ensemble des Services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, détachés dans les Cabinets une allocation annuelle de Cabinet.

L'allocation annuelle de Cabinet est fixée :

- pour les chefs de Cabinet, à un montant de 8.507,09 €;
- pour les membres de niveau 1, à un montant compris entre 3.402,84 € et 6.465,39 €;
- pour les collaborateurs, à un montant compris entre 2.381,99 € et 4.423,69 €;
- pour les techniciens de surface, à un montant de 2.381,99 €.

§ 2. La rémunération ainsi que les chèques-repas des fonctionnaires et des agents contractuels détachés des Services du Gouvernement restent à charge de ceux-ci.

**Art. 13.** Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au Cabinet, le Ministre peut majorer les allocations annuelles de Cabinet tenant lieu de traitement et les allocations annuelles de Cabinet visées aux articles 11 et 12.

Information des dérogations octroyées sera faite aux Vice-Présidents.

**Art. 14.** Peuvent être considérés comme membre de niveau 1 au sens du présent arrêté :

- les détenteurs d'un diplôme d'enseignement supérieur obtenu au terme d'un deuxième cycle d'étude;
- les détenteurs d'une expérience justifiée équivalente pour pouvoir exercer les fonctions liées à la qualité de membre de niveau 1 au sein du Cabinet.

**Art. 15.** Il est accordé aux collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur :

1° une allocation forfaitaire mensuelle d'un montant de 272,22 €.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 476,38 € pour le chauffeur personnel du Ministre, le supplément de 204,16 € couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du Ministre.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 374,30 € pour le chauffeur du Chef de Cabinet, soit un supplément de 102,08 €.

D'après les prestations accomplies, le Ministre modifie, éventuellement, l'attribution de ces suppléments et en opère la répartition entre plusieurs chauffeurs du Cabinet;

2° une indemnité forfaitaire annuelle d'un montant de 2.478,20 €;

3° une indemnité forfaitaire mensuelle pour tenue vestimentaire soignée d'un montant de 49,58 €.

L'allocation annuelle de Cabinet prévue à l'article 12 et l'indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour prévue à l'article 18 du présent arrêté ne leurs sont pas applicables.

**Art. 16.** Il est accordé au membre du personnel préposé à l'accueil du Cabinet une indemnité forfaitaire mensuelle pour tenue vestimentaire soignée d'un montant de 49,58 €.

**Art. 17.** Les membres du personnel du Cabinet bénéficient des allocations familiales, de l'allocation de naissance, de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année, de chèques-repas et de toutes autres allocation et indemnité aux taux et aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour peut être octroyée aux membres du personnel des Cabinets, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé comme suit eu égard aux fonctions exercées dans le Cabinet en qualité de :

- Chef de Cabinet et Chef de Cabinet adjoint : 1.812,45 €;
- conseiller et Secrétaire de Cabinet : 1.585,98 €;
- attaché, secrétaire particulier et trésorier : 1.359,48 €;
- collaborateurs : 906,33 €.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être proratisée en cas de prestations à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas 30 jours calendrier.

§ 2. Les membres du personnel du Cabinet qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation du Cabinet peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun.

La durée de l'abonnement est limitée à un mois et doit être prorogée de mois en mois.

La classe de l'abonnement est déterminée par la fonction que l'agent exerce au sein du Cabinet.

Pour les membres du personnel du Cabinet qui font partie des Services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public, cette mesure ne peut avoir pour effet de les ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont ils bénéficient dans leur administration d'origine.

§ 3. Par dérogation, il peut être attribué une contre-valeur financière moyennant une autorisation particulière, délivrée par le Ministre concerné et mentionnant les motifs de la dérogation.

## Section 6. — Frais divers, utilisation de voiture

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. Le Chef de Cabinet est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour ses déplacements de service dans les conditions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement.

§ 2. Dans les limites des crédits budgétaires du Cabinet, le Ministre désigne les autres membres du personnel de son Cabinet qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues pour les membres du personnel des Services du Gouvernement et fixe le contingent kilométrique individuel à leur octroyer annuellement. Ce contingent ne peut toutefois dépasser 12.000 km par an et par bénéficiaire.

§ 3. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules du Cabinet sont réglées par la circulaire du Gouvernement wallon visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, du présent arrêté.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Les frais de téléphone et d'internet du Ministre sont pris en charge par le budget du Cabinet, sur base de pièces justificatives.

§ 2. Les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile et d'Internet et les frais de communication des membres du personnel du Cabinet peuvent être portés à charge du Cabinet.

§ 3. Les modalités d'intervention dans ces frais sont réglées par la circulaire du Gouvernement wallon visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, du présent arrêté.

## Section 7. — Dispositions générales relatives aux allocations et indemnités

**Art. 21.** Les allocations et indemnités prévues aux articles 11, 12, 15, 16, 17 et 18 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12<sup>e</sup> du montant annuel.

Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

**Art. 22.** Les allocations et indemnités prévues aux articles 11, 12, 15, 16, 17 et 18 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990.

**Art. 23.** § 1<sup>er</sup>. La situation pécuniaire des membres du personnel du Cabinet qui appartiennent à la fonction publique fédérale administrative, à un service de l'Etat, à un autre service public, à une entreprise publique autonome, à un organisme d'intérêt public, à un organisme, un service ou à une administration dépendant des Communautés ou des Régions, de la Commission Communautaire commune ou de la Commission Communautaire française, ou à un établissement d'enseignement subventionné, est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur consent à poursuivre le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle de Cabinet, éventuellement majorée prévue à l'article 12 ou, pour les collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 15; lorsque l'employeur réclame le traitement, le Ministre concerné rembourse au service d'origine la rétribution du membre du personnel des Cabinets, le pécule de vacances, l'allocation de fin d'année et toutes autres allocation et indemnité calculés conformément aux dispositions applicables à ce membre dans son organisme d'origine, majorés, le cas échéant, des charges patronales;

2° lorsque l'employeur suspend le paiement du traitement, l'intéressé obtient l'allocation annuelle de Cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 11 ainsi que, pour les collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 15.

Cette allocation ne peut toutefois pas dépasser ni être inférieure à la rétribution, au sens large, augmentée de l'allocation annuelle de Cabinet, éventuellement majorée, que l'intéressé obtiendrait au cas où les dispositions citées sous 1° lui seraient applicables.

§ 2. Le nombre des membres du personnel de Cabinet dont le traitement reste à charge d'un organisme d'intérêt public, d'un établissement d'utilité publique ou d'une personne de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui relèvent des compétences de la Communauté française ou de la Région wallonne, est limité à 3 pour un Ministre, 4 pour un Vice-Président et 5 pour un Ministre-Président.

## Section 8. — Fin de fonctions

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre peut accorder, suivant les conditions reprises ci-après, une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont occupé une fonction dans un Cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu professionnel ou de remplacement ou encore d'une pension de retraite. Une pension de survie ou le revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'action sociale ne sont pas considérés comme revenus de remplacement.

§ 2. 1. Cette allocation forfaitaire est accordée à concurrence de :

- un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis;
- deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six mois à douze mois accomplis;
- trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze mois à dix-huit mois accomplis;
- quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois accomplis;
- maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

§ 2. 2. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue visée au § 2. 1. du présent article, le temps passé dans un Cabinet ministériel autre que celui dont dépend le membre du personnel, pour autant qu'il n'y ait pas eu interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein des Cabinets ministériels.

§ 2. 3. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets (SePAC) tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 3. En dérogation au § 1<sup>er</sup>, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un Cabinet dont les seuls revenus sont constitués :

- a) de la rémunération liée à l'exercice, depuis au moins trois mois avant la fin de fonctions au Cabinet, d'un mandat de bourgmestre, d'échevin ou de président de centre public d'action sociale;

b) de la rémunération liée à l'exercice exclusivement d'une ou de plusieurs fonctions à temps partiel dans le secteur privé ou dans un service relevant du pouvoir législatif, un service public ou dans un établissement d'enseignement subventionné;

c) d'une ou plusieurs pensions à charge du Trésor, se rapportant à une ou plusieurs carrières incomplètes;

d) d'allocations de chômage ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

L'allocation forfaitaire de départ est fixée conformément au § 2. 1. et est diminuée, après pondération, des revenus procurés sous b), c) ou d) pour la période correspondante.

§ 4. L'allocation forfaitaire de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 3.

§ 5. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle de Cabinet tenant lieu de traitement visé à l'article 11 relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercé pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations, en ce compris, s'il échet, le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 15 ou l'allocation de foyer ou de résidence.

§ 6. Il n'est dû aucune allocation forfaitaire de départ aux personnes qui cessent leurs fonctions de leur propre gré ou dont il est mis fin aux fonctions pour faute grave.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. A la fin de leur désignation, les membres du personnel du Cabinet détachés des Services du Gouvernement ou plus généralement de tout service public qui quittent le Cabinet, peuvent bénéficier d'un congé de fin de Cabinet fixé à concurrence d'un jour ouvrable par mois de détachement proratisé en cas de prestations à temps partiel avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables. Il est octroyé par l'autorité fonctionnelle dont relèvent ces derniers sur sollicitation du Ministre qui leur a accordé démission de leurs fonctions.

§ 2. Si par suite des nécessités du service, les membres du Cabinet, n'ont pas pu prendre tout ou partie de leur congé annuel de vacances avant la cessation définitive de leurs fonctions, il leur est octroyé une allocation compensatoire dont le montant est égal à leur dernier traitement afférent aux jours de congés non pris. Cette allocation n'est pas accordée aux membres du Cabinet qui bénéficient d'une allocation forfaitaire de départ.

Pour l'application du présent paragraphe, le traitement à prendre en considération est le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle de Cabinet tenant lieu de traitement visé à l'article 11, pondéré en fonction du régime des prestations, en ce compris, s'il échet, le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 15 ou l'allocation de foyer ou de résidence.

§ 3. Les dossiers individuels des membres du personnel quittant les Cabinets sont transférés au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets visé à l'article 7 du présent arrêté. Par dossier individuel, il faut entendre tous les documents relatifs aux actes pris en exécution de la gestion administrative et pécuniaire du membre du personnel du Cabinet.

#### Section 9. — Fin de Cabinet

**Art. 26.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé auprès du Cabinet du Ministre-Président une cellule comptant les collaborateurs mis à disposition des membres du Gouvernement sortant de charge et qui n'exercent plus de fonctions ministérielles. Deux membres du personnel, dont un exerçant au maximum les fonctions de conseiller et un collaborateur, peuvent être désignés par membre du Gouvernement sortant, pour une période prenant cours à la date de la démission de ce dernier, calculée au prorata de la durée du mandat ministériel exercé par l'intéressé, sans pouvoir être inférieure à un an et supérieure à cinq ans. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période, l'exercice ininterrompu de mandats ministériels au sein d'un ou plusieurs Gouvernements.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au § 1<sup>er</sup> ne peut être modifiée que moyennant l'accord du Ministre-Président, sans que le nombre maximum calculé en équivalent temps plein et le niveau des agents puissent être dépassés.

Information des dérogations octroyées sera faite aux Vice-Présidents.

§ 3. Si le membre du Gouvernement sortant est également membre du Gouvernement de la Communauté française, le nombre maximum de collaborateurs mis à sa disposition ne pourra excéder le nombre visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

**Art. 27.** § 1<sup>er</sup>. A l'occasion d'un changement de législature ou d'un remaniement ministériel, dans le souci d'assurer une passation de pouvoirs harmonieuse, une cellule composée comme suit est maintenue en service dans chacun des Cabinets ministériels jusqu'à la remise de l'inventaire et la reddition des comptes :

- le Secrétaire de Cabinet sortant;
- l'ordonnateur délégué sortant;
- le trésorier décentralisé sortant;
- le correspondant informatique sortant;
- un collaborateur sortant;
- un chauffeur sortant.

§ 2. Les modalités de constitution de l'inventaire patrimonial électronique, de déclassement et de remise-reprise à établir entre les Cabinets ministériels au cours de législature, en cas de remaniement ministériel ou en fin de législature sont fixées par la circulaire du Gouvernement wallon visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, du présent arrêté.

§ 3. Les Services du Gouvernement wallon sont chargés de dresser l'état des lieux, en qualité de conseiller technique, et de surveiller les travaux à effectuer dans les locaux occupés par les Cabinets ministériels.

#### Section 10 — Régime juridique et autres dispositions statutaires

**Art. 28.** Le régime juridique des membres du personnel visés au présent arrêté est de type statutaire et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application. Lorsqu'ils n'ont pas la qualité d'agents nommés à titre définitif, ils sont toutefois soumis au statut de sécurité sociale des membres du personnel contractuel de l'Etat.

**Art. 29.** La circulaire visée à l'article 1<sup>er</sup>, § 3, fixe les dispositions réglementaires en matière de congés et absences des agents statutaires et contractuels des Services du Gouvernement wallon qui sont applicables aux membres du personnel des Cabinets ministériels du Gouvernement.

*Section 11. — Divers*

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Pour tout achat supérieur à 16.000 € (hors T.V.A.), l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président est préalablement requis.

§ 2. L'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président est préalablement requis avant toute souscription d'un crédit-bail avec levée d'option d'achat.

*Section 12. — Contrôle*

**Art. 31.** § 1<sup>er</sup>. Préalablement à la finalisation de tous recrutements et détachements ou à toutes modifications administratives ou pécuniaires ultérieures, les Cabinets envoient une copie des projets d'arrêtés au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets (SePAC), chargé de vérifier, endéans les 3 jours ouvrables, la conformité du libellé conformément aux dispositions du présent arrêté et de s'assurer que les moyens budgétaires disponibles sur les articles de base dédiés aux traitements et indemnités du Cabinet sont suffisants pour permettre la prise en charge des dépenses y afférentes.

§ 2. Les Cabinets concernés envoient, par la suite, deux copies conformes de chaque arrêté au Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets (SePAC). Le SePAC sollicite le visa du secrétaire du Gouvernement chargé du contrôle de la composition des Cabinets ministériels, celui-ci vise et estampille les arrêtés et les retourne au SePAC qui, seulement après réception des arrêtés visés, peut procéder à la liquidation des rémunérations.

*Section 13. — Dispositions finales*

**Art. 32.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, tel que modifié, est abrogé.

**Art. 33.** Le présent arrêté produit ses effets le 28 juillet 2017.

**Art. 34.** Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 3 août 2017.

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

La Vice-Présidente et Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Egalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,  
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition Ecologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux Publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine, délégué à la Représentation à la Grande Région,  
R. COLLIN

Le Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures Sportives,  
V. DE BUE

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2017/12973]

**3. AUGUST 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung  
über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Dezember 2013, 17. Dezember 2015, 21. Dezember 2016 und 16. Februar 2017;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen betreffend die Ausführung des Haushaltsplans und die Haushalts- und allgemeine Buchführung, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung, in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund der am 2. August 2017 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 2. August 2017 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, Artikel 3 § 1, abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Unerlässlichkeit, die Kontinuität der Tätigkeiten der ministeriellen Kabinette der Wallonischen Regierung sicherzustellen;

Auf Vorschlag des Ministerpräsidenten;

Beschließt:

#### *Abschnitt 1 — Zuständigkeiten*

**Artikel 1 - § 1.** Die Zuständigkeiten der Kabinette der Minister werden folgendermaßen festgelegt: die Angelegenheiten, welche die allgemeine Politik der Regierung oder die parlamentarischen Arbeiten beeinflussen können, die Untersuchungen und Studien, durch welche die persönliche Arbeit der Minister erleichtert werden kann, das Vorlegen der Akten der Verwaltung, ggf. das Sekretariat des Ministers, der Empfang und das Öffnen seiner privaten Post, seine besondere Korrespondenz, die Anträge auf Audienz, die Presseschau.

§ 2. Es wird eine ununterbrochene Konzertierung zwischen dem ministeriellen Kabinett und den Verantwortlichen der Verwaltung, der pararegionalen und sonstigen öffentlichen Einrichtungen stattfinden, was die Vorbereitung und Durchführung der politischen Leitlinien betrifft.

§ 3. Die anzuwendenden Verfahren, insbesondere was die Verwaltung und Arbeitsweise der ministeriellen Kabinette angeht, werden in einem Rundschreiben der Wallonischen Regierung festgelegt und vereinheitlicht.

§ 4. Eine allgemeine Dienstordnung, die auf alle Mitarbeiter des ministeriellen Kabinetts anwendbar ist, bestimmt die Regeln für die Arbeitsweise.

#### *Abschnitt 2 — Synergien mit der Regierung der Französischen Gemeinschaft*

**Art. 2 - § 1.** Zwecks einer optimalen Verwaltung der zu ihrer Verfügung gestellten menschlichen Ressourcen legen die Minister, die gleichzeitig innerhalb der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft tagen, die Organisation und den Arbeitsort der Personalmitglieder ihrer Kabinette fest.

§ 2. Um die Betriebskosten zu verringern und größenbedingte Kostenvorteile zu erreichen, bestimmen sie ebenfalls die Bedingungen für die Verwendung und die Verteilung der logistischen Mittel, über die sie verfügen.

§ 3. Die Haushaltslast der logistischen Mittel, die mit der Ausübung des Amtes eines Personalmitglieds verbunden ist, wird auf die Existenzmittel des Kabinetts, das seine Entlohnung übernimmt, angerechnet.

#### *Abschnitt 3 — Globaler Höchstbetrag der Existenzmittel und Zusammensetzung*

**Art. 3 - § 1.** Der globale Höchstbetrag der Existenzmittel bezüglich der Entlohnungen des Personals und der sonstigen mit dem Betrieb und den Investitionen des Kabinetts und des in Artikel 6 genannten Sekretariats der Regierung verbundenen Kosten ist auf 58.140 €/Jahr (Index 1,6734) pro VZÄ festgelegt.

Der als Referenz dienende Multiplikationskoeffizient für die Mitarbeiterzahl beträgt 41 VZÄ für einen Minister, 55 VZÄ für einen Vizepräsidenten und 68 für den Ministerpräsidenten.

Für das in Artikel 6 genannte Sekretariat der Regierung beträgt der als Referenz dienende Multiplikationskoeffizient für die Mitarbeiterzahl 11 VZÄ.

§ 2. Unter den Personalmitgliedern kann das Kabinett eines Ministers

- Mitglieder der Stufe 1,
- Mitarbeiter, zählen.

Unter den Mitgliedern der Stufe 1 kann das Kabinett eines Ministers einen Kabinettschef umfassen; die Kabinette der Vizepräsidenten und des Ministerpräsidenten können zwei Kabinettschefs umfassen.

Das Amt eines beigeordneten Kabinettschefs, eines Kabinettssekretärs, eines Beraters und eines Attachés wird jeweils durch die Mitglieder der Stufe 1 ausgeübt.

Das Amt eines Privatsekretärs und eines dezentralen Kassenführers wird jeweils durch die Mitarbeiter oder die Mitglieder der Stufe 1 ausgeübt.

Das Kabinett eines Ministers kann höchstens 5 Fahrer und die Kabinette der Vizepräsidenten und des Ministerpräsidenten können höchstens 6 Fahrer umfassen.

Keines der Personalmitglieder darf mit dem Minister bis zum zweiten Grad einschließlich verwandt oder verschwägert sein.

§ 3. Jeder Minister kann ein bzw. mehrere VZÄ seines Kabinetts und die damit verbundenen Haushaltsmittel einem anderen ministeriellen Kabinett übertragen. Eine Abschrift des Übertragungserlasses wird dem Ministerpräsidenten und dem in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses erwähnten Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette (SePAC) übermittelt.

§ 4. Die Leiter von öffentlichen Einrichtungen, die in das Kabinett eines Ministers entsandt werden, erbringen in diesen Einrichtungen keinerlei Leistungen mehr, und zwar weder voll-, noch teilzeitlich.

**Art. 4 -** Im Rahmen der Haushaltsmittel jedes Kabinetts, kann dieses folgende Personalmitglieder umfassen:

1° besoldete Sachverständige, wobei höchstens 1 Vollzeitäquivalent/Jahr, verteilt über einen oder mehrere Sachverständige. Diese Anzahl wird für die Kabinette der Vizepräsidenten auf 1,5 Vollzeiteinheiten pro Jahr und für das Kabinett des Ministerpräsidenten auf 2 Vollzeiteinheiten pro Jahr erhöht;

2° Reinigungskräfte, bei höchstens 1 Reinigungskraft für jeweils 10 Räume, wenn die Reinigung der Räumlichkeiten des Kabinetts nicht vollständig oder teilweise einer Privatfirma anvertraut wird;

3° Studenten, bei höchstens 1 Vollzeitäquivalent/Jahr, unter Berücksichtigung der anwendbaren Rechtsvorschriften.

Die Entlohnung der Studenten beträgt:

- 13.257,38 € für diejenigen Studenten, die bei ihrem Dienstantritt über das Zeugnis der unteren Sekundarstufe oder ein gleichwertiges Diplom verfügen;

- 13.668,39 € für diejenigen Studenten, die bei ihrem Dienstantritt über das Zeugnis der oberen Sekundarstufe oder ein gleichwertiges Diplom verfügen.

Die Anzahl Studenten, die auf eine Entlohnung in Höhe von 13.668,39 € Anspruch haben, ist auf höchstens 50 % der Gesamtanzahl Studenten beschränkt, die eingestellt werden können.

**Art. 5** - Im Falle einer Abwesenheit wegen Krankheit eines Personalmitglieds des Kabinetts, die mehr als dreißig Tage dauert, ist der betroffene Minister berechtigt, dieses Personalmitglied für die Dauer der Abwesenheit zu ersetzen.

**Art. 6** - § 1. Der Sekretär der Regierung wird von der Regierung mit dem Dienstrang eines Kabinettschefs ernannt, in der Annahme, dass das Amt nicht durch einen der Kabinettschefs des Ministerpräsidenten ausgeübt wird.

§ 2. Er wird in seinen Aufgaben durch 11 vom Ministerpräsidenten benannte Personalmitglieder unterstützt, von denen:

- 5 Mitglieder der Stufe 1;
- 6 Mitarbeiter.

§ 3. Ein Vereinbarungsprotokoll bestimmt die Zentralisierung der Tätigkeiten und die Synergien in Sachen Arbeitsweise und Organisation mit der Dienststelle des Sekretärs der Regierung der Französischen Gemeinschaft.

**Art. 7** - § 1. Die gemeinsamen Aufgaben aller Kabinettssekretariate der Wallonischen Regierung und der Regierung der Französischen Gemeinschaft werden zusammengelegt und einer spezifischen Zelle, die beiden Befugnisebenen gemeinsam ist und "Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette" (SePAC) genannt wird, anvertraut.

Ihre Aufgaben werden im in Artikel 1 § 3 erwähnten Rundschreiben bestimmt.

Sie hat ihren Sitz in Namur, arbeitet unabhängig von den ministeriellen Kabinetten und wird unter die funktionelle Aufsicht des Ministerpräsidenten der Wallonischen Regierung gestellt.

§ 2. Das "SePAC" setzt sich aus 19 Personalmitgliedern zusammen, worunter 13 der Wallonischen Region und 6 der Französischen Gemeinschaft angehören.

§ 3. 1. Die Mitglieder des SePAC, die der Wallonischen Region angehören, werden von der Wallonischen Regierung, auf Vorschlag deren Ministerpräsidenten, ernannt; es handelt sich um:

- 1 Direktor;
- 4 Mitglieder der Stufe 1;
- 8 Mitarbeiter.

§ 3. 2. Die Mitglieder des SePAC, die der Französischen Gemeinschaft angehören, werden von der Regierung der Französischen Gemeinschaft, auf Vorschlag deren Ministerpräsidenten, ernannt; es handelt sich um:

- 3 Mitglieder der Stufe 1;
- 3 Mitarbeiter.

§ 4. Im Rahmen der dem SePAC gewährten Haushaltsmittel können der Ministerpräsident der Wallonischen Regierung und der Ministerpräsident der Regierung der Französischen Gemeinschaft, jeder für seinen eigenen Zuständigkeitsbereich, außerhalb des zugelassenen Stellenplans für punktuelle oder spezifische Aufträge höchstens 0,5, auf einen oder mehrere Sachverständige verteilte Vollzeitäquivalenten pro Jahr bestimmen.

Unter dem in vorliegendem Artikel genannten Personal werden Einnehmer-Kassenführer benannt. Die Zuwendungen und Vergütungen, auf die sie Anspruch haben, sind identisch mit denjenigen, die den Personalmitgliedern der Kabinette, die ähnliche Ämter ausüben, gewährt werden.

§ 5. Ein Vereinbarungsprotokoll bestimmt die Zentralisierung der Tätigkeiten und die Synergien in Sachen Arbeitsweise und Organisation der spezifischen, gemeinsamen Zelle, die "Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette" (SePAC) genannt wird.

**Art. 8** - Von den Artikeln 3, 4, 6, 7 und 23 kann nur mit dem Einverständnis der Regierung abgewichen werden.

#### *Abschnitt 4 — Ernennungen und Arbeitsweise*

**Art. 9** - Der Kabinettschef wird von der Regierung ernannt und entlassen. Die anderen Personalmitglieder des Kabinetts werden vom betreffenden Minister ernannt und entlassen.

Der Kabinettschef kann durch Erlass der Regierung genehmigt werden, den Ehrentitel seines Amts zu tragen, unter der Voraussetzung, dass er dieses Amt wenigstens zwei Jahre ausgeübt hat.

Für die Berechnung dieser zwei Jahre kann die Regierung die Dauer der Dienstleistungen berücksichtigen, die der Kabinettschef bei der Regierung einer anderen Befugnisebene erbracht hat, unter der Voraussetzung, dass die Kontinuität nicht unterbrochen worden ist.

**Art. 10** - Der Kabinettschef übermittelt die Vorschriften, Dienstanweisungen und Akten betreffend die Dienststellen der Regierung, die unter die Zuständigkeiten des Ministers fallen.

Die Personalmitglieder des Kabinetts können lediglich über den Kabinettschef oder mit dessen Genehmigung mit den Dienststellen der Regierung verhandeln, mit Ausnahme des Kabinettssekretärs oder des delegierten Anweisungsbefugten, was die Ausübung der Zuständigkeiten ihres Amts betrifft.

#### *Abschnitt 5 — Zuwendungen und Vergütungen*

**Art. 11** - Es wird den Personalmitgliedern der Kabinette, die dem Personal der Dienststellen der Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen nicht angehören, eine als Gehalt geltende jährliche Zuwendung gewährt.

Die als Gehalt geltende jährliche Kabinettszuwendung entspricht:

- für die Kabinettschefs einem Betrag zwischen 46.910,59 € und 66.115,99 €;
- für die Mitglieder der Stufe 1 einem Betrag zwischen 21.112,38 € und 56.517,16 €;
- für die Mitarbeiter einem Betrag zwischen 13.257,38 € und 39.981,53 €;
- für die Sachverständigen einem Betrag zwischen 13.257,38 € und 66.115,99 €;
- für die Reinigungskräfte einem Betrag zwischen 13.257,38 € und 20.235,54 €.

**Art. 12 - § 1.** Den Personalmitgliedern der gesamten Dienststellen der Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen, die in die Kabinette entsandt werden, wird eine jährliche Kabinettszuwendung gewährt.

Die jährliche Kabinettszuwendung entspricht:

- für die Kabinettschefs einem Betrag in Höhe von 8.507,09 €;
- für die Mitglieder der Stufe 1 einem Betrag zwischen 3.402,84 € und 6.465,39 €;
- für die Mitarbeiter einem Betrag zwischen 2.381,99 € und 4.423,69 €;
- für die Reinigungskräfte einem Betrag in Höhe von 2.381,99 €.

§ . 2. Das Gehalt sowie die Essengutscheine der Beamten und der Vertragsbediensteten, die von den Dienststellen der Regierung abgeordnet sind, gehen weiterhin zu Lasten der letzteren.

**Art. 13** - Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Ministerpräsidenten ist der Minister berechtigt, die in Artikeln 11 bzw. 12 genannten, als Gehalt geltenden jährlichen Zuwendungen bzw. jährlichen Kabinettszuwendungen im Rahmen der dem Kabinett erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.

Die erteilten Abweichungen werden den Vizepräsidenten mitgeteilt.

**Art. 14** - Die folgenden Personen können als Mitglied der Stufe 1 im Sinne des vorliegenden Erlasses betrachtet werden:

- die Inhaber eines am Abschluss des zweiten Studienzyklus erhaltenen Diploms des Hochschulunterrichts;
- die Inhaber einer Erfahrung, die als gleichwertig erachtet wird, um die mit der Eigenschaft eines Mitglieds der Stufe 1 verbundenen Ämter innerhalb des Kabinetts ausüben zu können.

**Art. 15** - Den Mitarbeitern, die das Amt eines Fahrers ausüben, wird Folgendes gewährt:

1° eine monatliche Pauschalzuwendung in Höhe von 272,22 €.

Für den persönlichen Fahrer des Ministers wird die monatliche Pauschalzuwendung auf 476,38 € festgelegt, wobei der zusätzliche Betrag in Höhe von 204,16 € die zusätzlichen außergewöhnlichen Dienstleistungen deckt, zu denen die Dienstfahrten des Ministers Anlass geben.

Für den Fahrer des Kabinettschefs wird die monatliche Pauschalzuwendung auf höchstens 374,30 € gebracht, was einem zusätzlichen Betrag von 102,08 Euro entspricht.

Je nach den ausgeführten Dienstleistungen ändert der Minister ggf. die Zuweisung dieser zusätzlichen Beträge und verteilt sie unter verschiedene Fahrer des Kabinetts;

2° eine jährliche Pauschalvergütung in Höhe von 2.478,20 €;

3° eine monatliche Pauschalvergütung für gepflegte Kleidung in Höhe von 49,58 €.

Die in Artikel 12 vorgesehene jährliche Kabinettszuwendung und die in Artikel 18 des vorliegenden Erlasses vorgesehene jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten sind nicht auf sie anwendbar.

**Art. 16** - Dem mit dem Empfang im Kabinett beauftragten Personalmitglied wird eine monatliche Pauschalvergütung für gepflegte Kleidung in Höhe von 49,58 Euro erteilt.

**Art. 17** - Die Personalmitglieder des Kabinetts erhalten Kinderzulagen, Geburtszulagen, Haushalts- oder Wohnsitzzulagen, Urlaubsgeld, Jahresendzulagen, Essenschecks und jegliche weitere Zulage zu den Sätzen und unter den Bedingungen, die für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehen sind.

**Art. 18 - § 1.** Eine jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten kann den Personalmitgliedern der Kabinette anstelle der Essengutscheine gewährt werden.

Der Betrag der Vergütung wird je nach den folgenden im Kabinett ausgeübten Ämtern wie folgt festgelegt:

- Kabinettschef und beigeordneter Kabinettschef: 1.812,45 €;
- Berater und Kabinettssekretär: 1.585,98 €;
- Attaché, Privatsekretär und Kassenführer: 1.359,48 €;
- Mitarbeiter: 906,33 €;

Die Vergütung wird pro Monat nachträglich ausgezahlt und darf im Falle von Teilzeitleistungen quotisiert werden.

Die Vergütung wird während Abwesenheitsperioden, die 30 Kalendertage nicht überschreiten, erhalten.

§ 2. Die Personalmitglieder des Kabinetts, deren Wohn- und Amtssitz sich außerhalb des Standorts des Kabinetts befindet, können ein Abonnement für ein öffentliches Transportmittel erhalten.

Die Dauer des Abonnements wird auf einen Monat beschränkt und ist jeden Monat zu verlängern.

Die Klasse des Abonnements wird durch das Amt, das der Bedienstete innerhalb des Kabinetts ausübt, bestimmt.

Für die Personalmitglieder des Kabinetts, die den Dienststellen der Regierung oder im Allgemeinen irgendeinem öffentlichen Dienst angehören, darf diese Maßnahme nicht zur Folge haben, dass sie in eine Abonnementsklasse eingestuft werden, die niedriger ist als diejenige, auf die sie in ihrer ursprünglichen Dienststelle Anspruch hatten.

§ 3. In Abweichung von dem Vorhergehenden kann aufgrund einer von dem betreffenden Minister ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden, ein finanzieller Gegenwert gewährt werden.

#### *Abschnitt 6 — Verschiedene Kosten, Fahrzeugbenutzung*

**Art. 19 - § 1.** Der Kabinettschef ist befugt, unter den Bedingungen, die für die Personalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung vorgesehen sind, seinen eigenen Personenkraftwagen für seine Dienstfahrten zu benutzen.

§ 2. Im Rahmen der Haushaltsmittel des Kabinetts bestimmt der Minister die anderen Personalmitglieder seines Kabinetts, die erlaubt werden können, unter den für die Personalmitglieder der Dienststellen der Regierung vorgesehenen Bedingungen ihren eigenen Personenkraftwagen zu Dienstzwecken zu benutzen, sowie die individuelle Kilometerzahl, die ihnen jährlich zu gewähren ist. Diese Kilometerzahl darf jedoch 12.000 km pro Jahr und pro Berechtigten nicht überschreiten.

§ 3. Die Modalitäten für die Anschaffung und die Benutzung der Fahrzeuge des Kabinettes werden in dem in Art. 1 § 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Rundschreiben der Wallonischen Regierung festgelegt.

**Art. 20 - § 1.** Die Telefon- und Internetkosten des Ministers gehen auf Grund von Belegen zu Lasten des Kabinetts Haushalts.

§ 2. Die Anschlussgebühren für Telefon, Mobiltelefon und Internet und die Kommunikationskosten der Personalmitglieder des Kabinetts können vom Kabinett übernommen werden.

§ 3. Die Modalitäten für die Beteiligung an diesen Kosten werden in dem in Art. 1 § 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Rundschreiben der Wallonischen Regierung festgelegt.

*Abschnitt 7 — Allgemeine Bestimmungen bezüglich der Zuwendungen und Vergütungen*

**Art. 21 -** Die in Artikeln 11, 12, 15, 16, 17 und 18 vorgesehenen Zuwendungen und Vergütungen werden jeden Monat nachträglich ausgezahlt. Die monatliche Vergütung oder Zuwendung entspricht 1/12tel des Jahresbetrags.

Wenn die monatliche Vergütung oder Zuwendung nicht vollständig zu zahlen ist, wird sie nach den für das Personal der Dienststellen der Regierung vorgesehenen Bedingungen in Dreißigsteln ausgezahlt.

**Art. 22 -** Die in den Artikeln 11, 12, 15, 16, 17 und 18 vorgesehenen Zuwendungen und Vergütungen sind gemäß den durch das Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs gebunden: zu diesem Zweck werden sie an den Index 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

**Art. 23 - § 1.** Die finanzielle Stellung der Personalmitglieder des Kabinetts, die einer föderalen öffentlichen Verwaltungsdienststelle, einem Staatsdienst, einer anderen öffentlichen Dienststelle, einem autonomen öffentlichen Unternehmen, einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer Einrichtung, Dienststelle oder Verwaltung, die von einer Gemeinschaft oder Region, oder von der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission oder der Französischen Gemeinschaftskommission abhängt, oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens angehören, wird folgendermaßen geregelt:

1° falls der Arbeitgeber in die weitere Auszahlung des Gehalts einwilligt, bezieht der Betroffene die in Artikel 12 vorgesehene, ggf. erhöhte jährliche Kabinettszuwendung oder, für die Mitarbeiter, die das Amt eines Fahrers ausüben, die in Artikel 15 genannte monatliche Pauschalzuwendung; falls der Arbeitgeber das Gehalt einfordert, zahlt der betroffene Minister der ursprünglichen Dienststelle die Besoldung des Personalmitglieds des Kabinetts, das Urlaubsgeld, die Jahresendzulage und jegliche weitere Zuwendung und Vergütung zurück, die gemäß den auf dieses Mitglied innerhalb seiner ursprünglichen Einrichtung anwendbaren Bestimmungen berechnet und gegebenenfalls um die Arbeitgeberlasten erhöht werden;

2° wenn der Arbeitgeber die Zahlung des Gehalts einstellt, bezieht der Betroffene die in Artikel 11 genannte, als Gehalt geltende jährliche Kabinettszuwendung, sowie für die Mitarbeiter, die das Amt eines Fahrers ausüben, die in Artikel 15 genannte monatliche Pauschalzuwendung.

Diese Zuwendung darf jedoch nicht höher oder niedriger liegen als die Besoldung im weiteren Sinne, die um die ggf. erhöhte jährliche Kabinettszuwendung erhöht wird, die der Betroffene erhalten könnte, wenn die in Punkt 1° erwähnten Bestimmungen auf ihn Anwendung finden würden.

§ 2. Die Anzahl der Personalmitglieder des Kabinetts, deren Gehalt weiterhin zu Lasten einer Einrichtung öffentlichen Interesses, einer gemeinnützigen Einrichtung oder einer auf der Grundlage des Artikels 9 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen gegründeten juristischen Person öffentlichen Rechts geht und die unter die Zuständigkeiten der Französischen Gemeinschaft oder der Wallonischen Regierung fallen, wird auf drei für einen Minister, vier für einen Vizepräsidenten und fünf für einen Ministerpräsidenten beschränkt.

*Abschnitt 8 — Ende des Amtes*

**Art. 24 - § 1.** Der Minister kann den Personen, die ein Amt in einem Kabinett ausgeübt haben und kein berufliches Einkommen oder Ersatzeinkommen oder keine Ruhestandspension erhalten, entsprechend den nachstehenden Bedingungen eine pauschale Abgangszuwendung gewähren. Eine Überlebenspension oder das von einem öffentlichen Sozialhilfzentrum gewährte Sozialintegrationseinkommen werden nicht als Ersatzeinkommen betrachtet.

§ 2. 1. Diese pauschale Abgangszuwendung beträgt:

- einen Monat Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von drei bis sechs Monaten;
- zwei Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als sechs bis zwölf vollendeten Monaten;
- drei Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als zwölf bis achtzehn vollendeten Monaten;
- vier Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als achtzehn bis vierundzwanzig vollendeten Monaten;
- höchstens fünf Monate Kabinettszuwendung für eine ununterbrochene Tätigkeitsperiode von mehr als vierundzwanzig Monaten.

§ 2. 2. Für die Feststellung der in § 2. 1. des vorliegenden Artikels erwähnten ununterbrochenen Tätigkeitsperiode wird die Dienstzeit berücksichtigt, die in einem anderen ministeriellen Kabinett verbracht wurde, als dem Kabinett, von dem das Personalmitglied abhängt, insofern die Tätigkeiten zwischen dem Ende und dem Antritt des Amtes innerhalb der ministeriellen Kabinette nicht unterbrochen wurden.

§ 2. 3. Der erste Anweisungsbefugte oder dessen Beauftragter ist verpflichtet, dem Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette (SePAC) unverzüglich alle erforderlichen Elemente bezüglich der Berechnung der pauschalen Abgangszuwendung für jeden Berechtigten zu übermitteln.

§ 3. In Abweichung von § 1 kann der Minister eine pauschale Abgangszuwendung den Personen gewähren, die Funktionen in einem Kabinett ausgeübt haben, und deren einziges Einkommen in Folgendem besteht:

- a) der Entlohnung, die mit der Ausübung seit mindestens drei Monaten vor dem Ende des Amtes im Kabinett eines Mandats als Bürgermeister, Schöffe oder Präsident eines Sozialhilfzentrums verbunden ist;
- b) der Entlohnung in Verbindung mit der Ausübung eines bzw. mehrerer Teilzeitämter im Privatsektor oder in einem von einer gesetzgebenden Gewalt abhängenden Dienst, in einer öffentlichen Dienststelle oder einer Einrichtung des subventionierten Unterrichtswesens;

c) einer oder mehrerer mit einer oder mehreren unvollständigen Laufbahnen verbundenen Pensionen zu Lasten der Staatskasse;

d) Arbeitslosengeld oder einer gesetzlichen Krankheits- und Invaliditätsentschädigung oder Mutterschaftsgeld.

Die pauschale Abgangszuwendung wird gemäß § 2. 1. festgelegt und nach Gewichtung um das nach b), c) oder d) für die entsprechende Periode bezogene Einkommen verringert.

§ 4. Die pauschale Abgangszuwendung wird in Monatsraten gewährt. Deren Gewährungsbedingung besteht in der monatlichen Einreichung von dem Betroffenen einer ehrenwörtlichen Erklärung, aus der hervorgeht, dass er für die betreffende Periode keine berufliche Tätigkeit ausgeübt hat oder dass er sich in einer der in § 3 vorgesehenen Lagen befindet.

§ 5. Der Bruttomonatsbetrag der pauschalen Abgangszuwendung ist der indexierte Bruttomonatsbetrag der als Ersatz für das Gehalt gemäß Artikel 11 vorgesehenen jährlichen Kabinettszuwendung für den letzten Monat der Tätigkeit, die der Betroffene während wenigstens drei Monaten ausgeübt hat, wobei der Betrag je nach dem Anteil der erbrachten Leistungen gewichtet wird, einschließlich ihres etwaigen Erhöhungsbetrags und ggf. zuzüglich der monatlichen Pauschalzuwendung nach Artikel 15 oder der Haushalts- bzw. Ortszulage.

§ 6. Den Personen, die freiwillig aus dem Amt treten oder wegen schwerer Verfehlung entlassen werden, wird keine pauschale Abgangszuwendung gewährt.

**Art. 25 - § 1.** Am Ende ihrer Benennung können die Personalmitglieder des Kabinetts, die von den Dienststellen der Regierung oder jeglicher öffentlichen Dienststelle im Allgemeinen abgeordnet wurden, und das Kabinett verlassen, Anspruch auf einen Urlaub für Kabinettsende haben, der einem Werktag pro Monat der Abordnung entspricht, und der im Falle von Teilzeitleistungen quotisiert wird, mit einer Mindestanzahl von drei Werktagen und einer Höchstanzahl von fünfzehn Werktagen. Dieser Urlaub wird durch die von der Funktion her zuständige Behörde, der die besagten Personalmitglieder unterstehen und auf Antrag des Ministers, der ihnen den Rücktritt von ihrem Amt gewährt hat, bewilligt.

§ 2. Wenn infolge der Dienstanforderungen die Kabinettsmitglieder nicht die Möglichkeit hatten, vor der endgültigen Einstellung ihres Amtes ihre gesamten Urlaubstage oder einen Teil davon zu nehmen, haben sie Anspruch auf eine Ausgleichszulage, deren Betrag ihrem letzten Gehalt für die nicht genommenen Urlaubstage entspricht. Diese Zulage wird nicht den Kabinettsmitgliedern gewährt, die eine pauschale Abgangszuwendung erhalten.

Zwecks der Anwendung des vorliegenden Paragraphen ist das zu berücksichtigende Gehalt der indexierte Bruttomonatsbetrag der in Artikel 11 anstelle eines Gehalts vorgesehenen jährlichen Kabinettszuwendung, wobei der Betrag je nach dem Anteil der erbrachten Leistungen gewichtet wird, einschließlich des etwaigen Erhöhungsbetrags und ggf. zuzüglich der monatlichen Pauschalzuwendung nach Artikel 15 oder der Haushalts- bzw. Ortszulage.

§ 3. Die Personalakten der Personalmitglieder, die die Kabinette verlassen, werden dem in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses erwähnten Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette. (SePAC) übergeben. Unter Personalakte versteht man die gesamten Unterlagen betreffend die in Ausführung der Verwaltungs- und Besoldungsverwaltung des Personalmitglieds des Kabinetts vorgenommenen Amtshandlungen.

#### *Abschnitt 9 — Ende des Kabinetts*

**Art. 26 - § 1.** Es wird beim Kabinett des Ministerpräsidenten eine Zelle gegründet, die die Mitarbeiter umfasst, die den Mitgliedern der aus dem Amt scheidenden Regierung, die kein ministerielles Amt mehr ausüben, zur Verfügung gestellt werden. Zwei Personalmitglieder, von denen ein höchstens das Amt eines Beraters ausübendes Mitglied und ein Mitarbeiter, können pro aus dem Amt scheidendes Regierungsmitglied benannt werden, dies für einen Zeitraum, der ab dem Datum der Amtsniederlegung des Letzteren läuft und im Verhältnis zur Dauer des von ihm ausgeübten ministeriellen Mandats berechnet wird, ohne dass er weniger als 1 Jahr und mehr als 5 Jahre betragen darf. Für die Bestimmung des Zeitraums wird die ununterbrochene Ausübung von ministeriellen Mandaten innerhalb einer oder mehrerer Regierungen berücksichtigt.

§ 2. Die Aufteilung der in § 1 festgelegten Ämter kann lediglich mit dem Einverständnis des Ministerpräsidenten geändert werden, ohne dass die höchstzulässige in Vollzeitäquivalenten berechnete Anzahl und die Stufe der Bediensteten überschritten werden dürfen.

Die erteilten Abweichungen werden den Vizepräsidenten mitgeteilt.

§ 3. Wenn das Mitglied der ausscheidenden Regierung ebenfalls Mitglied der Regierung der Französischen Gemeinschaft ist, darf die Höchstanzahl der Mitarbeiter, die zu seiner Verfügung gestellt werden, die in Absatz 1 erwähnte Anzahl nicht überschreiten.

**Art. 27 - § 1.** Nach Ablauf einer Legislaturperiode oder bei einer ministeriellen Umbildung wird zur Gewährleistung einer harmonischen Übertragung der Befugnisse eine Zelle mit folgender Zusammensetzung in jedem ministeriellen Kabinett bis zu der Übergabe des Inventars und Rechnungslegung im Dienst erhalten:

- der ausscheidende Kabinettssekretär;
- der ausscheidende bevollmächtigte Anweisungsbefugte;
- der ausscheidende dezentrale Kassenführer;
- der ausscheidende Korrespondent für Informatik;
- ein ausscheidender Mitarbeiter;
- ein ausscheidender Fahrer.

§ 2. Die Modalitäten für die Bildung des elektronischen Vermögensinventars, die Deklassifikation und die Übergabe-Übernahme zwischen ministeriellen Kabinetten im Laufe einer Legislaturperiode, im Falle einer ministeriellen Umbildung oder am Ende der Legislaturperiode werden in dem in Art. 1 § 3 des vorliegenden Erlasses erwähnten Rundschreiben der Wallonischen Regierung festgelegt.

§ 3. Die Dienststellen der Wallonischen Regierung sind als technische Berater damit beauftragt, den Ortsbefund der von den ministeriellen Kabinetten besetzten Örtlichkeiten vorzunehmen, und die dort notwendigen Arbeiten zu überwachen.

*Abschnitt 10 — Rechtslage und sonstige statutmäßige Bestimmungen*

**Art. 28** - Die Rechtslage der im vorliegenden Erlass erwähnten Personalmitglieder ist statutarischer Art und das Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge ist nicht anwendbar. Wenn sie die Eigenschaft von endgültig ernannten Bediensteten nicht haben, sind sie jedoch dem Statut der Sozialsicherheit für die Vertragspersonalmitglieder des Staates unterworfen.

**Art. 29** - Das in Art. 1 § 3 genannte Rundschreiben bestimmt die Verordnungsbestimmungen in Sachen Urlaub und Abwesenheiten der statutarischen und Vertragspersonalmitglieder der Dienststellen der Wallonischen Regierung, die auf die Personalmitglieder der ministeriellen Kabinette der Regierung Anwendung finden.

*Abschnitt 11 — Sonstige Bestimmungen*

**Art. 30** - § 1. Für jeden Ankauf in Höhe von mehr als 16.000 € (exkl. MwSt.) ist ein vorheriges Gutachten des bei dem Ministerpräsidenten akkreditierten Finanzinspektors erforderlich.

§ 2. Das vorherige Gutachten des beim Ministerpräsidenten akkreditierten Finanzinspektors ist vor jedem Abschluss eines Leasingvertrags mit Kaufoption erforderlich.

*Abschnitt 12 — Kontrolle*

**Art. 31** - § 1. Vor der endgültigen Verwirklichung aller Anwerbungen und Abordnungen oder vor jeder späteren administrativen oder Gehaltsänderung richten die Kabinette eine Abschrift der Erlassentwürfe an das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette (SePAC), das damit beauftragt wird, innerhalb von drei Werktagen die Konformität der Bezeichnung gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Erlasses zu überprüfen und sich zu vergewissern, dass die auf den Basisartikel betreffend die Entlohnungen und Vergütungen des Kabinetts verfügbaren Haushaltsmittel genügend sind, um die entsprechenden Ausgaben zu übernehmen.

§ 2. Anschließend senden die betroffenen Kabinette zwei gleichlautende Abschriften jedes Erlasses an das Sekretariat zur Unterstützung der internen Verwaltung und Kontrolle der Kabinette (SePAC). Das SePAC beantragt den Sichtvermerk des mit der Kontrolle der Zusammensetzung der ministeriellen Kabinette beauftragten Sekretärs der Regierung. Letzterer versieht die Erlasse mit einem Sichtvermerk, versieht sie mit einem Stempel und sendet sie an das SePAC zurück, das erst nach Erhalt der mit einem Sichtvermerk versehenen Erlasse die Auszahlung der Gehälter durchführen kann.

*Abschnitt 13 — Schlussbestimmungen*

**Art. 32** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2014 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung in seiner abgeänderten Fassung wird aufgehoben.

**Art. 33** - Der vorliegende Erlass wird am 28. Juli 2017 wirksam.

**Art. 34** - Die Minister werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 3. August 2017

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Die Vizepräsidentin und Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit,  
den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation, digitale Technologien,  
Beschäftigung und Ausbildung

P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten, Tourismus, Denkmalschutz,  
und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen

V. DE BUE

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2017/12973]

**3 AUGUSTUS 2017. — Besluit van de Waalse Regering  
betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, van de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuursseenheden, zoals gewijzigd bij de decreten van 23 december 2013, 17 december 2015, 21 december 2016 en 16 februari 2017;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 houdende diverse maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en de budgettaire en algemene boekhouding, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013 tot organisatie van de interne controle en de interne audit met betrekking tot de begroting en de boekhouding, evenals van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 2 augustus 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 2 augustus 2017;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de continuïteit in de werking van de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering onverwijld gewaarborgd dient te worden;

Op de voordracht van de Minister-President,

Besluit :

*Afdeling 1. — Bevoegdheden*

**Artikel 1.** § 1. De bevoegdheden van de ministeriële kabinetten zijn vastgelegd als volgt: de aangelegenheden die van invloed zouden kunnen zijn op het algemeen regeringsbeleid of de parlementaire werkzaamheden, het onderzoek en de studies die het persoonlijk werk van de ministers kunnen vereenvoudigen, de presentatie van de dossiers van het bestuur, eventueel het secretariaat van de minister, de ontvangst en het openen van diens persoonlijke briefwisseling, de particuliere briefwisseling, de verzoeken om een onderhoud, het persoverzicht.

§ 2. Er zal continu overleg gepleegd worden tussen het ministeriële kabinet en de verantwoordelijken van het bestuur, de paragewestedelijke en andere overheidsinstellingen in verband met beleidsvoorbereiding en -uitvoering.

§ 3. Een omzendbrief van de Waalse Regering bepaalt en harmoniseert de toe te passen procedures, o.a. inzake het beheer en de werking van de ministeriële kabinetten.

§ 4. Een huishoudelijk reglement, dat op alle medewerkers van het ministerieel kabinet toepasselijk is, voorziet in de werkingsregels.

*Afdeling 2. — Samenwerking met de Regering van de Franse Gemeenschap*

**Art. 2.** § 1. Met het oog op een optimaal beheer van de human resources die hen ter beschikking gesteld worden, bepalen de Ministers die tegelijkertijd binnen de Regering van het Waalse Gewest en binnen de Regering van de Franse Gemeenschap zitting hebben, de organisatie en de werkplaats van de personeelsleden van hun kabinetten.

§ 2. Met het oog op besparingen van werkingskosten en schaafeffecten, bepalen ze ook de voorwaarden voor het gebruik en de verdeling van de logistieke middelen waarover ze beschikken.

§ 3. De budgettaire last van de logistieke middelen i.v.m. de functie van een personeelslid wordt toegerekend op de onderhoudskredieten voor het kabinet dat zijn bezoldiging voor zijn rekening neemt.

*Afdeling 3. — Maximumbedragen van de bestaansmiddelen en samenstelling*

**Art. 3.** § 1. Het globale maximumbedrag van de bestaansmiddelen die betrekking hebben op de bezoldigingen van het personeel en andere kosten gebonden aan de werking en aan de investeringen van het kabinet en van het Secretariaat van de Regering bedoeld in artikel 6 wordt vastgelegd op 58.140 €/jaar (indexcijfer 1,6734) per VE (voltijds equivalent).

Voor een minister is de referentiemultipliator voor de personeelsbezetting 41 VE, voor een Vice-Minister-President, 55VE en voor de Minister-President, 68 VE.

Voor het in artikel 6 bedoelde Secretariaat van de Regering is de referentiemultipliator voor de personeelsbezetting 11 VE.

§ 2. Het kabinet van een Minister kan bestaan uit:

- leden van niveau 1;
- medewerkers.

Onder de leden van niveau 1 kan het kabinet van een Minister één kabinetschef en de kabinetten van de Vice-Minister-Presidenten en van de Minister-President twee kabinetschefs tellen.

De functies van adjunct-kabinetschef, kabinetssecretaris, adviseur en attaché worden door de leden van niveau 1 uitgeoefend.

De functie van privé-secretaris wordt door de medewerkers of de leden van niveau 1 uitgeoefend.

Het kabinet van een Minister mag maximum 5 chauffeurs tellen en de kabinetten van de Vice-Minister-Presidenten en van de Minister-President maximum 6.

Geen enkel van de personeelsleden mag bloed- of aanverwant van de Minister zijn, tot en met de tweede graad.

§ 3. Elke Minister kan één of meerdere VE van zijn Kabinet samen met de desbetreffende begrotingsmiddelen overplaatsen naar het Kabinet van een andere Minister. Een afschrift van het overplaatsingsbesluit wordt overgemaakt aan de Minister-President en aan de cel "Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC)" (Bijzonder Secretariaat audit en controle voor Kabinetten) bedoeld in artikel 7 van dit besluit.

§ 4. De leiders van overheidsinstellingen die in een ministerieel kabinet gedetacheerd zijn, werken niet meer, zelfs niet deeltijds, voor de instelling van herkomst.

**Art. 4.** Binnen de perken van de begrotingskredieten van elk Kabinet mogen de volgende personen in dienst worden genomen:

1° bezoldigde deskundigen, naar rato van een maximum van één voltijds equivalent/jaar verdeeld onder één of verschillende deskundigen. Dit aantal wordt verhoogd tot 1,5 voltijds equivalent/jaar voor de kabinetten van de Vice-Minister-Presidenten en tot 2 voltijds equivalenten/jaar voor het kabinet van de Minister-President;

2° onderhoudstechnici, naar rato van een personeelslid voor 10 lokalen, wanneer het onderhoud van alle lokalen van het kabinet niet aan een privé-firma wordt toevertrouwd ;

3° studenten, naar rato van maximum 1 voltijds equivalent/jaar, naar gelang van de toepasselijke reglementering.

De bezoldiging van de studenten wordt vastgesteld als volgt:

- 13.257,38 € bij hun indiensttreding voor de houders van het getuigschrift lager secundair onderwijs of een daarmee gelijkgesteld diploma;

- 13.668,39 € bij hun indiensttreding voor de houders van het getuigschrift hoger secundair onderwijs of een daarmee gelijkgesteld diploma.

Het aantal studenten dat in aanmerking kan komen voor het bezoldigingsbedrag van 13.668,39 € wordt beperkt tot 50 % maximum van het totaal aantal studenten die aangeworven kunnen worden.

**Art. 5.** In geval van afwezigheid om medische redenen van meer dan dertig dagen van een personeelslid van het kabinet, kan de bevoegde Minister voorzien in zijn vervanging tijdens de duur van zijn afwezigheid.

**Art. 6.** § 1. De Secretaris van de Regering die de rang van Kabinetschef heeft wordt door de Regering benoemd indien het ambt niet wordt bekleed door één van de Kabinetschefs van de Minister-President.

§ 2. Hij wordt in zijn opdrachten bijgestaan door 11 personeelsleden die door de Minister-President aangewezen worden, namelijk :

- 5 leden van niveau 1;

- 6 medewerkers.

§ 3. De centralisatie van de activiteiten en de samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie met de dienst van de Secretaris van de Regering van de Franse Gemeenschap liggen vast in een akkoordprotocol.

**Art. 7.** § 1. De opdrachten die gemeen zijn aan alle secretariaten van een kabinet van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap worden gemutualiseerd en toevertrouwd aan een specifieke cel gemeen aan beide beleidsniveaus genoemd « Secrétariat pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des Cabinets » (SePAC).

Die opdrachten worden nader bepaald in de omzendbrief bedoeld in artikel 1, § 3.

Voorname cel is gevestigd in Namen. Ze werkt los van de ministeriële kabinetten en staat onder het functionele gezag van de Minister-President van de Waalse Regering.

§ 2. De cel "SePAC" is samengesteld uit 19 personeelsleden, onder wie 13 leden in het Waalse Gewest en 6 leden in de Franse Gemeenschap.

§ 3. 1. De leden van de cel "SePAC" in het Waalse Gewest worden door de Waalse Regering benoemd op voorstel van de Minister-President van de Waalse Regering en verdeeld als volgt:

- 1 directeur;

- 4 leden van niveau 1;

- 8 medewerkers.

§ 3. 2. De leden van de cel "SePAC" in de Franse Gemeenschap worden door de Regering van de Franse Gemeenschap benoemd op de voordracht van de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap en verdeeld als volgt:

- 3 leden van niveau 1;

- 3 medewerkers.

§ 4. Binnen de perken van de aan de cel "SePAC" toegekende begrotingskredieten kan de Minister-President van de Waalse Regering en de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap ieder wat hem betreft en buiten de toegestane personeelsformatie hoogstens 0,5 voltijds equivalent/jaar aanwijzen, verdeeld onder één of meerdere deskundigen voor punctuele of specifieke opdrachten.

Ontvanger-penningmeesters worden aangewezen onder het personeel bedoeld in het eerste lid. Ze genieten dezelfde toelagen en vergoedingen als de personeelsleden van de kabinetten die gelijkwaardige functies uitoefenen.

§ 5. De centralisatie van de activiteiten en de samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie van de gemene specifieke cel "Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC)" liggen vast in een akkoordprotocol.

**Art. 8.** Er mag niet afgeweken worden van de artikelen 3,4, 6, 7 en 23, behalve met de instemming van de Regering.

#### *Afdeling 4. — Benoemingen en werking*

**Art. 9.** De Kabinetschef wordt door de Regering benoemd en ontslagen. De andere personeelsleden van het kabinet worden door de betrokken Minister benoemd en ontslagen.

De Kabinetschef kan bij besluit van de Regering gemachtigd worden tot het voeren van de eretitel van zijn functies op voorwaarde dat hij ze ten minste twee jaar heeft uitgeoefend.

Voor de berekening van die twee jaar kan de Regering rekening houden met de duur van de functies die de Kabinetschef zonder onderbreking heeft uitgeoefend bij de Regering van een andere overheid.

**Art. 10.** De instructies, de dienstorders en dossiers betreffende de Regeringsdiensten die tot de bevoegdheden van de Minister behoren, worden door de kabinetschef medegedeeld.

Afgezien van de Kabinetssecretaris of van de gemachtigde ordonnateur in de uitoefening van hun functionele bevoegdheden, mogen de personeelsleden van de kabinetten met de Regeringsdiensten handelen enkel door toedoen van de Kabinetschef of met diens instemming.

*Afdeling 5. — Toelagen en vergoedingen*

**Art. 11.** Aan de personeelsleden van de kabinetten die geen deel uitmaken van het personeel van de Regeringsdiensten of, meer algemeen, van elke openbare dienst, wordt een als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelage verleend.

De als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelage bedraagt :

- voor de kabinetschefs, tussen 46.910,59 € en 66.115,99 €;
- voor de leden van niveau 1, tussen 21.112,38 € en 56.517,16 €;
- voor de medewerkers, tussen 13.257,38 € en 39.981,53 €;
- voor de deskundigen, tussen 13.257,38 € en 66.115,99 €;
- voor de onderhoudstechnici, tussen 13.257,38 € en 20.235,54 €.

**Art. 12.** § 1. Aan de personeelsleden van de Regeringsdiensten of, meer algemeen, van elke openbare dienst, die in de kabinetten worden gedetacheerd, wordt een jaarlijkse kabinetstoelage verleend.

De jaarlijkse kabinetstoelage bedraagt :

- voor de kabinetschefs, 8.507,09 €;
- voor de leden van niveau 1, tussen 3.402,84 € en 6.465,39 €;
- voor de medewerkers, tussen 2.381,99 € en 4.423,69 €;
- voor de onderhoudstechnici, 2.381,99 €.

§ 2. De bezoldiging, alsook de maaltijdcheques van de gedetacheerde ambtenaren en contractuele personeelsleden van de Regeringsdiensten, blijven voor rekening van deze diensten.

**Art. 13.** Bij gemotiveerde beslissing kan de Minister met de toestemming van de Minister-President en binnen de perken van de aan het Kabinet toegekende begrotingskredieten de als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelagen en de jaarlijkse kabinetstoelagen waarvan sprake in de artikelen 11 en 12 verhogen.

De Vice-Minister-Presidenten worden in kennis gesteld van de verleende afwijkingen.

**Art. 14.** In de zin van dit besluit kunnen als lid van niveau 1 beschouwd worden :

- de houders van een diploma van het hoger onderwijs verkregen na afloop van een tweede studiecycclus;
- degenen die het bewijs leveren van een als gelijkwaardig geachte ervaring om de functies van een lid van niveau 1 te kunnen uitoefenen binnen een kabinet.

**Art. 15.** De medewerkers die de functies van chauffeur uitoefenen, genieten:

1° een maandelijks forfaitaire toelage van 272,22 €.

De maandelijks forfaitaire toelage wordt verhoogd tot 476,38 € voor de persoonlijke chauffeur van de Minister, waarbij de toeslag van 204,16 € de bijkomende uitzonderlijke dienstverstrekkingen dekt die te wijten zijn aan de verplaatsingen van de Minister.

De maandelijks forfaitaire toelage kan maximum 374,30 € bedragen voor de chauffeur van de kabinetschef, namelijk een toeslag van 102,08 €.

Al naar gelang van de verstrekte diensten wijzigt de Minister eventueel de toekenning van die toeslagen en verdeelt hij ze onder verschillende kabinetschauffeurs;

2° een forfaitaire jaarlijkse vergoeding van 2.478,20 €;

3° een maandelijks forfaitaire vergoeding voor verzorgde kleding van 49,58 €.

De jaarlijkse kabinetstoelage bedoeld in artikel 12 en de jaarlijkse forfaitaire verblijfskostenvergoeding bedoeld in artikel 18 van dit besluit zijn niet van toepassing op hen.

**Art. 16.** De receptionisten van de Kabinetten krijgen een maandelijks forfaitaire vergoeding wegens verzorgde kleding van 49,58 euro.

**Art. 17.** De personeelsleden van het kabinet hebben recht op kinderbijslag, een geboortetoelage, een haard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, een eindejaarspremie, maaltijdcheques en op elke andere toelage en vergoeding tegen het bedrag en onder de voorwaarden die voor het personeel van de Regeringsdiensten gelden.

**Art. 18.** § 1. De personeelsleden van de kabinetten kunnen ter vervanging van de maaltijdcheques een jaarlijkse forfaitaire verblijfskostenvergoeding genieten.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgelegd naar gelang van de functies die binnen het kabinet uitgeoefend worden in de hoedanigheid van :

- kabinetschef en adjunct-kabinetschef : 1.812,45 € ;
- - adviseur en Kabinetssecretaris : 1.585,98 € ;
- attaché, privé-secretaris en penningmeester: 1.359,48 € ;
- medewerkers : 906,33 €.

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald en kan worden geproratiseerd in geval van deeltijdse dienstverstrekkingen.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van hoogstens 30 kalenderdagen afwezigheid.

§ 2. De personeelsleden van het kabinet wier woonplaats en administratieve verblijfplaats buiten de vestigingsplaats van het kabinet liggen, hebben recht op een abonnement voor een openbaar vervoermiddel.

Het abonnement loopt één maand en moet maandelijks verlengd worden.

De klas van het abonnement wordt bepaald op basis van de functie die het personeelslid uitoefent in het Kabinet.

Voor de personeelsleden van het kabinet die deel uitmaken van de Regeringsdiensten, of meer algemeen, van elke openbare dienst, mag die maatregel niet inhouden dat de personeelsleden ingedeeld worden in een lagere klas dan die welke ze genieten in hun oorspronkelijke bestuur.

§ 3. Afwijkingshalve kan mits een bijzondere machtiging een financiële tegenwaarde door de betrokken Minister en mits vermelding van de redenen van de afwijking toegekend worden.

#### *Afdeling 6. — Diverse kosten, wagengebruik*

**Art. 19.** § 1. De Kabinetschef wordt ertoe gemachtigd zijn persoonlijke voertuig te gebruiken wegens dienstreizen onder de voorwaarden waarin is voorzien voor de personeelsleden van de Regeringsdiensten.

§ 2. Binnen de perken van de begrotingskredieten van het kabinet, wijst de Minister de andere personeelsleden van zijn kabinet aan die ertoe gemachtigd kunnen worden hun persoonlijk voertuig in het belang van de dienst te gebruiken onder de voorwaarden voorzien voor de personeelsleden van de Regeringsdiensten; hij bepaalt ook het individuele kilometercontingent dat hen jaarlijks moet worden toegekend. Dit contingent mag echter niet hoger zijn dan 12.000 km per jaar per begunstigde.

§ 3. De modaliteiten voor de aankoop en het gebruik van de voertuigen van het kabinet liggen vast in de omzendbrief van de Waalse Regering bedoeld in artikel 1, § 3, van dit besluit.

**Art. 20.** § 1. De telefoon- en internetkosten van de Minister komen op grond van bewijsstukken ten laste van de begroting van het Kabinet.

§ 2. De abonnementskosten voor het vaste en het draadloze telefoonnet en internet en de gesprekskosten van de personeelsleden van het kabinet komen op rekening van het kabinet.

§ 3. De modaliteiten voor de tussenkomst in deze kosten liggen vast in de omzendbrief van de Waalse Regering bedoeld in artikel 1, § 3, van dit besluit.

#### *Afdeling 7. — Algemene bepalingen betreffende de toelagen en vergoedingen*

**Art. 21.** De vergoedingen en toelagen bedoeld in de artikelen 11, 12, 15, 16, 17 en 18 worden aan het einde van elke maand uitbetaald. De maandvergoeding of -toelage is gelijk aan 1/12e van het jaarlijks bedrag.

Wanneer de maandvergoeding of -toelage niet volledig verschuldigd is, wordt zij in dertigsten uitbetaald, onder de voorwaarden waarin voorzien is voor het personeel van de Regeringsdiensten.

**Art. 22.** De in de artikelen 11, 12, 15, 16, 17 en 18 bedoelde vergoedingen en toelagen worden gekoppeld aan het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld : zodoende worden ze gekoppeld aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

**Art. 23.** § 1. De geldelijke toestand van de personeelsleden van een kabinet die ressorteren onder het administratief federaal ambt, een Rijksdienst, een andere openbare dienst, een autonoom openbaar bedrijf, een inrichting van openbaar nut, een dienst of een bestuur die ressorteren onder de Gemeenschappen of Gewesten, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschapscommissie, of een gesubsidieerde onderwijsinrichting wordt geregeld als volgt:

1° indien de werkgever bereid is de wedde te blijven betalen, ontvangt de betrokkene de in artikel 12 bedoelde jaarlijkse kabinetstoelage, eventueel verhoogd of, voor de medewerkers die de functies van chauffeur uitoefenen, de in artikel 15 bedoelde maandelijkse toelage; indien de werkgever de wedde terugvordert, betaalt de betrokken Minister de wedde van het personeelslid van het kabinet terug aan de dienst van herkomst, alsook het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en elke andere toelage en vergoeding berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op dat personeelslid in zijn dienst van herkomst, desgevallend verhoogd met de werkgeversbijdragen;

2° indien de werkgever de betaling van de wedde opschort, ontvangt de betrokkene de in artikel 11 bedoelde jaarlijkse kabinetstoelage, die als wedde geldt, alsook, voor de medewerkers die de functies van chauffeur uitoefenen, de in artikel 15 bedoelde maandelijkse toelage.

Deze toelage mag evenwel niet hoger of lager zijn dan de bezoldiging in ruime zin, vermeerderd met de eventueel verhoogde jaarlijkse kabinetstoelage die de betrokkene zou krijgen indien hij onder de sub 1° vermelde bepalingen zou vallen.

§ 2. Het aantal personeelsleden van het kabinet van wie de bezoldiging voor rekening blijft van een instelling van algemeen belang, een inrichting van openbaar nut of een publiekrechtelijke rechtspersoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die onder de bevoegdheden van het Waalse Gewest vallen, wordt beperkt tot 3 voor een Minister, 4 voor een Vice-Minister-President en 5 voor een Minister-President.

#### *Afdeling 8. — Ambtsneerlegging*

**Art. 24.** § 1. De Minister kan onder de hierna vermelde voorwaarden een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan personen die een kabinetsfunctie hebben uitgeoefend en geen beroepsinkomen, vervangingsinkomen of rustpensioen genieten. Een overlevingspensioen of het door een Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toegekend bestaansminimum wordt niet als een vervangingsinkomen beschouwd.

§ 2. 1. Deze forfaitaire toelage wordt toegekend naar rato van :

- - één maand kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot zes volle maanden;
- twee maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan zes tot twaalf volle maanden;
- drie maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan twaalf tot achttien volle maanden;
- vier maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan achttien tot vierentwintig volle maanden;
- maximum vijf maanden kabinetstoelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan vierentwintig maanden.

§ 2. 2. Voor de berekening van de in § 2. 1. van dit artikel bedoelde ononderbroken activiteitsperiodes wordt rekening gehouden met de tijd doorgebracht in een ander ministerieel Kabinet dan dat waarvan het personeelslid deel uitmaakt, voor zover er geen activiteitsonderbreking geweest is tussen het einde en het begin van de functies binnen een ministerieel Kabinet.

§ 2. 3. De eerste ordonnateur of zijn afgevaardigde moet het "Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets" voor iedere rechthebbende zo spoedig mogelijk de nodige gegevens verstrekken voor de berekening van de forfaitaire vertrektoelage.

§ 3. In afwijking van § 1 kan de Minister een forfaitaire vertrektoelage verlenen aan de personen die functies hebben uitgeoefend in een kabinet en wier inkomens enkel bestaan uit:

a) de bezoldiging verbonden met de uitoefening sinds minstens drie maanden voor de neerlegging van de functies bij het kabinet, van een mandaat van burgemeester, schep en voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;

b) de bezoldiging verbonden met de uitoefening van uitsluitend één of meer deeltijdse functies in de privé-sector of bij een dienst die onder een wetgevende overheid ressorteert, een openbare dienst of een gesubsidieerde onderwijsinstelling;

c) één of meer pensioenen ten laste van de Schatkist die betrekking hebben op één of meer onvolledige loopbanen;

d) werkloosheidsuitkeringen of wettelijke ziekte-, invaliditeits- of moederschapsvergoedingen.

De forfaitaire vertrektoelage wordt overeenkomstig § 2. 1. vastgesteld en verminderd, na weging, met de inkomsten bedoeld in b), c) of d) voor de overeenstemmende periode.

§ 4. De forfaitaire vertrektoelage wordt in maandelijkse bedragen toegekend. De toelage wordt uitbetaald voor zover de betrokkene maandelijks een verklaring op erewoord indient waaruit blijkt dat hij gedurende de bedoelde periode geen beroepsactiviteit heeft uitgeoefend, of dat hij één van de in § 3 bedoelde voorwaarden vervult.

§ 5. Het maandelijkse brutobedrag van de forfaitaire vertrektoelage is het geïndexeerde maandelijkse brutobedrag van de in artikel 11, bedoelde als wedde geldende toelage betreffende de laatste maand van activiteit die de betrokken persoon heeft uitgeoefend tijdens minstens drie maanden, gewogen volgens de prestatieregeling, met inbegrip van, indien nodig, het bedrag van de verhoging waarvan ze eventueel het voorwerp zou hebben uitgemaakt, de in artikel 15 bedoelde maandelijkse forfaitaire toelage of de hard- of standplaatstoelage.

§ 6. De personen die hun ambt vrijwillig neerleggen of aan wier functies een einde gemaakt wordt wegens een ernstige fout komen niet in aanmerking voor de forfaitaire vertrektoelage.

**Art. 25.** § 1. Bij het einde van hun aanwijzing kunnen de personeelsleden van het Kabinet die gedetacheerd zijn van de Regeringsdiensten of meer algemeen van elke andere openbare dienst en die het Kabinet verlaten, in aanmerking komen voor een verlof wegens kabinetswijziging ten belope van één werkdag per detachingsmaand geproportioneerd in geval van deeltijdse dienstverstrekking met minstens drie en hoogstens vijftien werkdagen. Bedoeld verlof wordt toegekend door de functionele overheid waaronder laatstgenoemden ressorteren op verzoek van de Minister die hen ontslag uit hun functies heeft verleend.

§ 2. Als de leden van het kabinet wegens de behoeften van de dienst hun jaarlijks vakantieverlof niet geheel of gedeeltelijk hebben kunnen opnemen voor hun ambt definitief beëindigd wordt, krijgen ze een compenserende toelage waarvan het bedrag gelijk is aan hun laatste activiteitswedde betreffende de niet opgenomen verlofdagen. Die toelage wordt niet toegekend aan de leden van het kabinet die een forfaitaire vertrektoelage genieten.

Voor de toepassing van deze paragraaf is de in aanmerking te nemen wedde het maandelijkse geïndexeerde maandelijkse brutobedrag van de in artikel 11 bedoelde als wedde geldende jaarlijkse toelage, gewogen volgens de prestatieregeling, met inbegrip van, indien nodig, het bedrag van de verhoging waarvan ze het voorwerp had kunnen uitmaken, de in artikel 15 bedoelde forfaitaire toelage of de hard- of standplaatstoelage.

§ 3. De individuele dossiers van de personeelsleden die de kabinetten verlaten, worden overgenomen door de in artikel 7 van dit besluit bedoelde cel "Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets". Onder individueel dossier wordt verstaan de stukken betreffende de handelingen verricht ter uitvoering van het administratieve en geldelijke beheer van het personeelslid van het kabinet.

#### Afdeling 9. — Kabinetswijziging

**Art. 26.** § 1. Er wordt bij het kabinet van de Minister-President een cel opgericht die de medewerkers die ter beschikking worden gesteld van de uittredende Regeringsleden en die geen ministeriële functies meer uitoefenen. Twee personeelsleden onder wie één dat hoogstens de functies van adviseur uitoefent en een medewerker kunnen aangewezen worden door een uittredend Regeringslid, gedurende een periode die ingaat op de datum van zijn ontslag, berekend naar rato van de duur van het door betrokkene uitgeoefend ministerieel mandaat. Die duur bedraagt minstens een jaar en hoogstens vijf jaar. De ononderbroken uitoefening van ministeriële mandaten in één of meerdere regeringen wordt in overweging genomen voor de berekening van die periode.

§ 2. De verdeling van de in § 1 vastgestelde functies mag enkel worden gewijzigd met de toestemming van de Minister-President; het in voltijds equivalent berekende maximumaantal en het niveau van de personeelsleden mogen echter niet worden overschreden.

De Vice-Minister-Presidenten worden in kennis gesteld van de verleende afwijkingen.

§ 3. Indien het uittredende Regeringslid ook lid is van de Regering van de Franse Gemeenschap, mag het maximumaantal medewerkers die ter beschikking worden gesteld, niet hoger zijn dan het aantal bedoeld in het eerste lid.

**Art. 27.** § 1. Aan het einde van een legislatuur of bij een kabinetswijziging en om te zorgen voor een harmonische overdracht van bevoegdheden, wordt een cel in dienst gehouden in elk ministerieel Kabinet tot de boedelbeschrijving of de aflegging van de rekeningen. Die cel bestaat uit :

- de uittredende kabinetssecretaris;
- de uittredende gemachtigde ordonnateur;
- de uittredende gedecentraliseerde penningmeester;
- de uittredende contactpersoon informatica;
- een uittredende medewerker;
- een uittredende chauffeur.

§ 2. De modaliteiten voor de opmaking van de elektronische patrimoniale inventaris, de declassering en overname-overgave die tussen de ministeriële kabinetten vast te leggen zijn tijdens de legislatuur, bij ministeriële herschikking of aan het einde van de legislatuur worden bepaald bij de in artikel 1, 3, van dit besluit bedoelde omzendbrief van de Waalse Regering.

§ 3. De diensten van de Waalse Regering maken de plaatsbeschrijving op in hoedanigheid van technisch adviseur en zien toe op de werkzaamheden die uit te voeren zijn in de lokalen waar de ministeriële kabinetten gevestigd zijn.

#### *Afdeling 10. — Rechtsstelsel en andere statutaire bepalingen*

**Art. 28.** Het rechtsstelsel van de in dit besluit bedoelde personeelsleden is van het statutaire type en de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing. Wanneer ze niet de hoedanigheid van vastbenoemd personeelslid hebben, zijn ze echter onderworpen aan het statuut van de sociale zekerheid van de contractuele personeelsleden van de Staat.

**Art. 29.** De in artikel 1, § 3, bedoelde omzendbrief bepaalt de reglementaire bepalingen inzake verloven en afwezigheden van de statutaire en contractuele personeelsleden van de Diensten van de Waalse Regering die van toepassing zijn op de personeelsleden van de ministeriële Kabinetten van de Regering.

#### *Afdeling 11. — Diverse bepalingen*

**Art. 30.** § 1. Voor elke aankoop hoger dan 16.000 € (btw niet meegerekend) wordt vooraf het advies van de Inspecteur van Financiën geaccrediteerd bij de Minister-President geëist.

§ 2. Het advies van de bij de Minister-President geaccrediteerde Inspecteur van Financiën wordt vereist vóór elke inschrijving van leasing met lichting van de aankooptie.

#### *Afdeling 12. — Controle*

**Art. 31.** § 1. Voor de finalisering van alle wervingen en detacheringen of voor alle latere administratieve of geldelijke wijzigingen sturen de kabinetten een afschrift van de ontwerp-besluiten aan de cel "Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC)" die binnen drie werkdagen zal nagaan of de bewoording aan de bepalingen van dit besluit voldoet en of de begrotingsmiddelen die beschikbaar zijn op de voor de wedden en vergoedingen van het kabinet bestemde basisallocaties volstaan om de desbetreffende uitgaven ten laste te kunnen nemen.

§ 2. De betrokken kabinetten sturen daarna twee voor eensluidend verklaarde afschriften van elk besluit aan de cel "Secrétariat pour l'aide à la gestion et au contrôle internes des Cabinets (SePAC)". Bedoelde cel vraagt het visum van de secretaris van de Regering die belast is met de controle op de samenstelling van de ministeriële kabinetten, die de besluiten viseert en afstempelt en die ze terugstuurt aan de cel "SePAC" dat alleen na ontvangst van bedoelde besluiten de bezoldigingen kan betalen.

#### *Afdeling 13. — Slotbepalingen*

**Art. 32.** Het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, zoals gewijzigd, wordt opgeheven.

**Art. 33.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 28 juli 2017.

**Art. 34.** De Ministers zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 augustus 2017.

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Vice-President en Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken  
en administratieve vereenvoudiging,  
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,  
Tewerkstelling en Vorming,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed  
en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

De Minister van Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,  
V. DE BUE